

Algérie: la stabilité contre vents et marées?

Les prix durablement bas du pétrole et l'absence de véritable transition démocratique dans le pays mettent à l'épreuve la stabilité de l'Algérie. Pourtant, le régime manifeste une résilience remarquable face aux difficultés.

Par Lisa Watanabe

L'Algérie est un partenaire stratégique important pour l'Europe. Troisième fournisseur de gaz de l'UE, elle compte également parmi les trois principaux producteurs de pétrole en Afrique. On estime en outre que le pays possède les troisièmes plus grandes réserves de gaz de schiste au monde. Au-delà de ses importantes ressources énergétiques, l'Algérie joue un rôle croissant dans la promotion de la sécurité chez ses voisins proches. Elle a soutenu le consensus entre le pôle islamiste et le pôle non islamiste en Tunisie lors de la crise politique de 2013, a eu une influence primordiale dans le règlement du conflit au Mali en 2015 et tente aujourd'hui une médiation active pour parvenir à une solution négociée à la crise libyenne. L'Algérie est également un partenaire majeur de l'UE dans le domaine de la lutte antiterroriste, comme le montre le mécanisme bilatéral de consultation créé en 2017 sur cette question.

Dans une région en proie à de nombreux troubles, l'Algérie apparaît comme un havre de stabilité. Tirant les leçons des émeutes d'octobre 1988, elle a su résister au mouvement qui a balayé la région en 2011, essentiellement grâce aux bénéfices issus des hydrocarbures et à l'engagement de réformes politiques limitées. Pour autant, ces dernières n'ont pas encore porté leurs fruits et il est peu probable que les élections législatives de mai 2017 modifient significative-



Des manifestants se reflètent dans des boucliers anti-émeutes lors d'une manifestation en février 2011. Les forces de sécurité algériennes étaient déterminées à prévenir toute révolte comme en Egypte.

ment le paysage politique du pays, qui semble immuable. Même la succession du président Abdelaziz Bouteflika ne devrait pas créer d'instabilité ni de changement majeur. Or, c'est justement cette inertie politique, associée à la baisse des revenus du pétrole, qui exercera une certaine pression sur le régime au cours des prochaines années – rien de comparable cependant avec le contre-choc pétrolier de 1986, déclen-

cheur du soulèvement populaire de 1988 qui a débouché sur la guerre civile des années 1990.

De la libération à la guerre civile

L'Algérie a gagné son indépendance de la France en 1962, au terme d'une guerre de libération nationale longue de huit ans. Dans cette jeune république dévastée par les combats et les destructions causées par

Chronologie

1962 Les Algériens, avec le FLN à leur tête, acquièrent leur indépendance de la France.

Mi-1986 Les prix du pétrole commencent à s'effondrer.

Octobre 1988 Émeutes contre la pauvreté et l'injustice sociale: 500 morts, des milliers de blessés.

1989 Tentatives d'étouffer l'agitation: fin du régime à parti unique, légalisation des partis politiques, création du FIS.

Juin 1990 Élections municipales: le FIS obtient 54 %, le FLN recueille 28 %.

Décembre 1991 Premier tour d'élections législatives libres: victoire écrasante du FIS (188 sièges sur 232).

Janvier – mars 1992 Annulation du deuxième tour des législatives; suspension des institutions politiques par l'armée et création du HCE; le HCE déclare l'état d'urgence et interdit le FIS.

Novembre 1995 Reprise du processus institutionnel avec des élections présidentielles, le général Liamine Zeroual est élu.

Juin 1997 Élections législatives: le RND remporte la majorité des sièges, suivi du FLN.

Septembre 1997 L'AIS déclare le cessez-le-feu avec les forces du gouvernement.

Avril 1999 Élections présidentielles, Bouteflika gagne sans opposition.

Mai 2002 Élections législatives: le FLN obtient la majorité absolue, le RND arrive en deuxième position.

Février – avril 2003 32 touristes européens, dont 4 ressortissants suisses, sont pris en otage par le GSPC dans le sud-est de l'Algérie.

Avril 2004 Bouteflika remporte un deuxième mandat.

Janvier 2007 Le GSPC change de nom et devient Al-Qaïda au Maghreb islamique.

Mai 2007 Élections législatives: le FLN obtient la majorité des sièges, suivi du RND.

Novembre 2008 Modification de la Constitution pour permettre plus de deux mandats présidentiels consécutifs.

Avril 2009 Bouteflika est élu pour un troisième mandat.

Janvier – février 2011 Manifestations contre la vie chère. Émergence d'un mouvement politique appelant à mettre fin à l'état d'urgence et à entreprendre des réformes politiques limitées.

2011 Le gouvernement contient les troubles: hausse des dépenses publiques, promesse de réformes politiques.

Avril 2014 Bouteflika est élu pour un quatrième mandat.

Février 2016 Modifications constitutionnelles: limitation à deux mandats présidentiels consécutifs, nomination du Premier ministre par la majorité parlementaire, garantie de la liberté d'expression et d'association, création d'une commission électorale indépendante.

les colons repartant pour la France, un régime présidentiel à parti unique a été mis en place. Le Front de libération nationale (FLN), principal mouvement nationaliste pendant la guerre, est ainsi devenu le seul parti. Son bras armé, l'Armée de libération nationale (ALN), s'est mué en une force régulière. En raison du rôle qu'elle a joué dans la libération du pays, l'ALN ne s'est toutefois jamais totalement pliée à l'autorité des responsables politiques.

Un socialisme d'État a été mis en œuvre pendant les deux décennies qui ont suivi l'indépendance. Le régime à parti unique de l'Algérie ne reposait donc pas seulement sur le passé révolutionnaire du FLN, mais aussi sur son image de parti engagé en faveur de l'égalitarisme. Dans les années 1970, le pétrole est devenu le pilier du régime. Il a permis de satisfaire les besoins socioéconomiques de la plupart des catégories de la société à travers les aides de l'État et les emplois publics.

Cependant, la baisse des prix pétroliers dans les années 1980 a réduit la marge budgétaire du gouvernement. Des coupes drastiques ont été opérées dans les dépenses publiques, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et du logement. La chute des aides publiques, associée à l'inflation et aux freins aux importations, a particulièrement affecté les classes moyennes et inférieures. La crédibilité du FLN, parti censé représenter tous les Algériens, s'en est trouvée ébranlée.

En octobre 1988, la population est descendue dans la rue pour protester contre les difficultés économiques et l'indifférence dont les autorités semblaient faire preuve à cet égard. Les manifestations, d'abord motivées par les problèmes socioéconomiques, se sont rapidement muées en appels à des réformes plus radicales. Les militants islamistes, dont le poids s'était renforcé dans le pays à la lumière de la révolution iranienne de 1979 et de la défaite des Soviétiques en Afghanistan, sont devenus l'une des principales forces de mobilisation. Ils ont su capter la frustration de la population et transformer des manifestations de rue conduites par la jeunesse et les syndicats en une véritable campagne contre le régime du FLN.

En deux semaines d'affrontements avec les forces de sécurité, plus de 500 manifestants ont été tués et des milliers blessés. Pour sauvegarder le régime et diluer le soutien aux islamistes en les intégrant dans le cadre électoral, le régime à parti unique a été abandonné et le multipartisme a été ins-

tauré. Une soixantaine de nouveaux partis ont vu le jour, parmi lesquels le Front islamique du salut (FIS), créé en 1989 en vue de regrouper les factions islamistes. Lors des élections municipales de juin 1990, le FIS a remporté 54 % des sièges, contre 28 % seulement pour le FLN. Au premier tour des législatives de décembre 1991, le FIS a ensuite gagné 188 sièges sur les 230 à pourvoir.

Inquiète d'une victoire des islamistes au deuxième tour, l'armée a organisé un coup d'État sous prétexte d'empêcher une révolution islamique en Algérie. En janvier 1992, sous la pression du pouvoir militaire, toutes les institutions politiques ont été suspendues et l'état d'urgence a été déclaré. Un Haut comité d'État (HCE) a été constitué pour gouverner le pays. Celui-ci a annulé les résultats du premier tour des législatives et interdit le FIS.

L'interruption du processus institutionnel et la répression des islamistes ont plongé le pays dans une guerre civile opposant le gouvernement et des groupes paramilitaires islamistes dont le principal était le bras armé du FIS, l'Armée islamique du salut (AIS). Il a fallu attendre 1997 pour que les forces de sécurité prennent l'avantage et que les violences commencent à faiblir. Un cessez-le-feu a alors été conclu avec l'AIS. Pourtant, la guerre n'a officiellement pris fin qu'en 2000, lorsque l'AIS a déposé les armes après l'amnistie en 1999 de militants islamistes qui n'avaient pas commis certaines infractions particulièrement graves.

Pas de printemps algérien

Même si la fin de la guerre civile a rétabli une stabilité relative en Algérie, les soulèvements arabes de 2010/11 ont fait resurgir le spectre de la tourmente. Les conditions qui ont poussé les populations des pays voisins à la contestation étaient aussi réunies en Algérie. Même si des élections municipales, nationales et présidentielles régulières avaient assuré la reprise des institutions politiques et du multipartisme au milieu des années 1990, beaucoup de personnes ne voyaient plus dans le processus électoral un facteur de changement. Il ne semblait exister aucune opposition crédible au FLN et son allié, le Rassemblement national démocratique (RND). Même l'opposition islamiste modérée avait été coptée. Les médias et la liberté de réunion étaient toujours soumis à des restrictions malgré la fin de la guerre civile. La corruption et le népotisme étaient monnaie courante, les conditions économiques se dégradaient,

une pénurie de logements se faisait sentir et le chômage des jeunes était élevé.

Des manifestations ont bien eu lieu en Algérie en janvier 2011, déclenchées par l'envolée des prix des produits de base tels que l'huile de cuisson et le sucre. Mais il s'agissait davantage de revendications socioéconomiques que d'un appel au changement politique. Les protestations ont cependant fait émerger un mouvement politique, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), constituée de certains partis d'opposition, d'organisations de la société civile et de syndicats indépendants. La CNCD avait trois exigences principales: la fin de l'état d'urgence imposé en 1992 et toujours en vigueur, la levée des restrictions touchant les médias et la participation politique et la libération des personnes arrêtées lors des manifestations de janvier.

Contrairement à ce qui s'est produit en 1988, le gouvernement a pu répondre aux revendications socioéconomiques grâce aux prix élevés du pétrole dans les années 2000. Les hausses des dépenses publiques ont été dirigées vers des groupes spécifiques tels que les plus pauvres, le vaste effectif d'employés du secteur public et les retraités. Les jeunes, très frappés par le chômage et susceptibles de s'insurger, ont fait l'objet d'une attention particulière. Pour aider les jeunes entrepreneurs, le gouvernement a instauré des prêts préférentiels, des exonérations d'impôts et des mesures d'effacement des dettes.

Par ailleurs, l'impact de près de dix ans de guerre civile sur la société et la psyché nationale a contribué à décourager les volon-

Les habiles concessions accordées par les autorités ont également aidé à contenir les troubles.

tés de mobilisation massive. Les habiles concessions accordées par les autorités ont également aidé à contenir les troubles. L'état d'urgence en vigueur depuis 19 ans a finalement été levé et des consultations sur des réformes politiques ont été entamées – processus qui a débouché en février 2016 sur des modifications constitutionnelles. Désormais, le nombre de mandats présidentiels consécutifs est limité à deux, le Premier ministre est nommé par le parti majoritaire au Parlement, la liberté d'expression et d'association est garantie et une commission électorale indépendante veille à la liberté et à la régularité des élections.

Les relations entre la Suisse et l'Algérie

Les relations entre la Suisse et l'Algérie sont intimement liées à la lutte pour l'indépendance algérienne et au rôle critique qu'a joué la Suisse en tant que facilitateur lors des pourparlers entre le gouvernement provisoire de la République algérienne et les autorités coloniales, qui ont menés à la signature des **accords d'Evian** réglant l'indépendance de l'Algérie en 1962. Aujourd'hui, les relations bilatérales sont bonnes et, depuis la signature d'un mémorandum de coopération en 2004, le **dialogue politique** est régulier. A cela s'ajoute un échange sur le sujet de la migration depuis 2012. L'Algérie est également le dixième partenaire économique de la Suisse sur le continent africain (en 2016). La Suisse exporte traditionnellement toute une gamme de biens dont des produits pharmaceutiques, des machines ainsi que des produits agricoles. La Suisse reconnaît également l'importance du rôle de l'Algérie dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et dans le domaine de la résolution pacifique de conflits dans la région. **Le programme suisse de soutien à l'Afrique du Nord**, qui a été établi en 2011 afin de soutenir les transitions qui ont suivi les soulèvements de 2010/11, a jusqu'à présent mis l'accent sur l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie. Malgré cela, les projets en Algérie ont toujours été considérés possibles. L'Algérie pourrait donc être incluse. De plus, des projets pilotes dans le domaine de la sécurité humaine sont actuellement en cours d'examen.

Après Bouteflika, le déluge?

Les réformes de 2016 vont-elles favoriser la participation aux élections et à la vie politique en général, ou même réellement renforcer le Parlement et la fonction de Premier ministre? Cela reste à voir. En revanche, la limitation à deux mandats présidentiels consécutifs devrait contribuer à éviter qu'une personne accapare la présidence pendant une période prolongée, comme le fait Bouteflika depuis son élection en 1999.

Bouteflika pourrait en principe briguer un cinquième et dernier mandat en 2019. Il est toutefois peu probable qu'il le fasse en raison de sa santé défaillante. Son départ ne devrait pas susciter de changement radical, ni créer l'instabilité que bon nombre d'observateurs prédisent. Sa succession, que ce soit en 2019 ou avant, se fera sur la base d'un consensus entre les grandes figures des deux principales constellations de pouvoir du système actuel, la présidence et l'État-major de l'armée. Ces élites ont tout intérêt à maintenir la stabilité. Le successeur de Bouteflika sera donc très vraisemblablement un membre de son cercle intime bénéficiant du soutien de l'État-major.

L'influence de l'État-major sur une question qui semble d'ordre politique témoigne d'un autre obstacle à la transition démocratique en Algérie: le transfert incomplet de l'autorité aux mains des civils. Du fait de la suspension des institutions politiques au début des années 1990 et de l'élection d'un général à la retraite, Liamine Zeroual, lors des premières présidentielles après le coup d'État de 1992, l'armée jouait un rôle déterminant dans le paysage politique lorsque

Bouteflika a pris ses fonctions. Même si celui-ci s'est présenté avec le soutien des forces militaires, il est issu de la population civile et a beaucoup œuvré pour renforcer la présidence par rapport à l'armée, et en particulier par rapport au puissant service de renseignement militaire, la Direction du renseignement et de la sécurité (DRS).

Depuis le milieu des années 2000, Bouteflika a placé ses fidèles à des postes clés de l'État-major, notamment le général Gaïd Salah, chef d'État-major, qui joue un rôle essentiel en veillant à la loyauté de l'armée envers la présidence. Le président a récemment dissous la DRS pour la remplacer par un nouveau service qui rend directement compte à la présidence, le Département de surveillance et de sécurité (DSS). Ces mesures ont incontestablement augmenté la marge de manœuvre de la présidence vis-à-vis de l'armée. Pourtant, les militaires continuent de se voir comme les garants de la stabilité et de l'unité du pays et jouent toujours un rôle discret dans la prise de décisions politiques.

La pression sur les prix du pétrole

Plus encore que la succession de Bouteflika, le faible niveau des prix du pétrole, qui ont reculé de plus de 50 % ces dernières années, pourrait avoir des répercussions importantes sur l'Algérie à court et moyen terme. En 2015, environ 49 % des revenus de l'État dépendaient du secteur pétrolier. Le gouvernement a donc été contraint d'adopter des mesures d'austérité dans son budget 2017. Ces décisions ont entraîné une hausse du coût de la vie pour les classes moyennes et inférieures. En revanche, aucune mesure réduisant significativement les crédits accordés par l'État à des domaines essentiels tels que l'éducation, la santé ou

les logements gratuits n'a été prise à ce jour. Compte tenu de ce qui s'est produit à la fin des années 1980, le gouvernement est, en effet, plutôt réticent à s'engager dans cette voie.

Selon les estimations, l'État pourra continuer à financer ces aides critiques pendant environ quatre ans – soit au-delà du mandat actuel de Bouteflika en 2019 – en puisant dans ses réserves de change. Sa dette extérieure étant faible, l'Algérie a également la possibilité d'emprunter pour financer ses dépenses. Le gouvernement évitera certainement de solliciter le FMI, dont la réputation a été marquée par la période d'austérité à la fin des années 1990. Par contre, il pourrait emprunter à la Banque africaine de développement, ce qu'il a d'ailleurs déjà fait en 2016.

Au-delà de ces mesures provisoires, il reste l'espoir que les prix du pétrole remontent à un niveau confortable ou que le gaz de schiste apporte une solution à l'amenuisement des réserves de change du pays. Les prix du pétrole devraient cependant rester bas pendant quelque temps et, faute d'investissements dans les infrastructures d'hydrocarbures, les exportations ne pourront guère augmenter. De même, il faudrait d'importants investissements dans les infrastructures et les technologies pour que l'exploitation du gaz de schiste devienne une source de revenus. Si ces transformations n'interviennent pas assez rapidement, les revendications sur les questions socioéconomiques, qui se font déjà entendre mais à un niveau modéré et gérable, pourraient prendre de l'ampleur et devenir plus difficiles à contenir.

En l'absence de mécanismes institutionnels crédibles permettant à la population de s'exprimer, les micromanifestations se sont banalisées. L'incapacité à modifier en profondeur le modèle de gouvernance et à faire éclore une démocratie délibérative pourrait exacerber les difficultés engendrées par les faibles revenus des hydrocarbures. Jusqu'à présent, les manifestations restent toutefois localisées à l'échelle d'un quartier ou d'un secteur. Le gouvernement a donc été en

mesure de répondre aux demandes, souvent en lien avec les salaires, le logement, etc. De plus, tant que la guerre civile restera dans les mémoires, il y a peu de chances que les Algériens soient prêts à lutter pour une réforme profonde du système.

Djihadisme international

La guerre civile a laissé d'autres traces. Alors que l'Algérie a retrouvé la stabilité et que l'islam radical ne compromet plus la survie du régime, le pays reste sous la menace djihadiste. L'amnistie de 1999, suivie d'une autre en 2005, a conduit de nombreux combattants islamistes à déposer les armes – en particulier ceux dont les objectifs étaient d'ordre strictement national comme l'AIS, qui cherchait pour l'essentiel à replacer le FIS sur la scène politique.

En revanche, beaucoup de ceux qui adhéraient à l'esprit du djihadisme international ne se sont pas rendus, notamment des membres du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui a fusionné avec Al-Qaïda en 2006 pour former l'année suivante Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). AQMI comporte deux branches principales, l'une en Kabylie, au nord-est de l'Algérie, et l'autre au Sahara. Cette dernière a prospéré au point d'inciter son leader à créer en 2013 un groupe dissident, Al-Mourabitoune.

En janvier 2013, Al-Mourabitoune a marqué son entrée en prenant le contrôle du site gazier de Tigantourine près d'In Amenas, non loin de la frontière libyenne. Lors de l'attaque, 800 employés ont été pris en otage. Les assaillants auraient pénétré dans le pays par la Libye, où ils auraient bénéficié d'une aide logistique. En échange de la sécurité des otages, les terroristes demandaient la fin de l'intervention militaire française au Mali. L'événement a mis en évidence la menace pour la sécurité intérieure de l'Algérie que constituent ses pays voisins affaiblis – pas seulement le Mali et la Libye, mais également la Tunisie où se sont réfugiés certains combattants d'AQMI.

En outre, les victoires de l'«État islamique» (EI) au Moyen-Orient ont entraîné l'émer-

gence de plusieurs petits groupes affiliés à l'organisation en Algérie, dont la plupart n'ont pas mené d'attaques pour l'instant. Le sentiment de concurrence avec l'EI a toutefois conduit AQMI à refusionner avec Al-Mourabitoune et à intensifier ses attaques en Algérie. Si le niveau de violence reste faible par rapport aux années 1990, la présence d'AQMI et de l'EI dans le pays n'améliore pas l'image de l'Algérie, considérée comme un environnement d'investissement à haut risque. Elle décourage également toute volonté de changement, notamment des liens entre pouvoir militaire et civil, l'Algérie étant de surcroît un partenaire clé de l'Europe et des États-Unis dans la lutte antiterroriste.

Perspectives

En dépit des conjectures sur sa déstabilisation imminente, le régime algérien semble en mesure de résister à diverses pressions, tout du moins à court ou moyen terme. Si la lenteur de la transition démocratique pourrait exacerber les difficultés créées par le niveau durablement bas des prix du pétrole, il y a des chances que des changements, bien que limités, interviennent plus rapidement dans la sphère économique. La nécessité d'intensifier les investissements dans le secteur des hydrocarbures afin de soutenir les exportations et d'exploiter le gaz de schiste pourrait entraîner un assouplissement du nationalisme économique. On peut également s'attendre à ce que d'autres mesures soient prises pour diversifier l'économie. Ces évolutions pourraient toutefois s'avérer insuffisantes à garantir la stabilité à long terme d'un pays qui occupe une place importante pour l'Europe du fait de ses ressources en hydrocarbures et de son rôle croissant dans la promotion de la sécurité à l'échelle de la région.

Dr Lisa Watanabe est Senior Researcher au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Elle est notamment l'auteur des études «[The Gulf States' Engagement in North Africa](#)» et «[Libya's Future](#)» (2016).

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri
Traduction: Consultra; Relecture: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

La sûreté à l'aéroport de Zurich No 208
L'interdiction des armes chimiques dans la tourmente No 207
Défense: les choix du prochain président français No 206
Terrorisme au Pakistan No 205
L'urbanisation de la préparation aux catastrophes No 204
La politique climatique après Paris: des vérités qui dérangent No 203